



CHAPITRE 26

Loi modifiant la Loi de la protection
sanitaire des animaux

[Sanctionnée le 29 juin 1973]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
126, aa.
30-55, aj.

1. La Loi de la protection sanitaire des animaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 126) est modifiée en ajoutant, après l'article 29, la section et les articles suivants:

« SECTION IV

« DE LA VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

Interpré-
tation:

« **30.** Dans la présente section et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient:

« ani-
mal »;

a) « animal »: un animal vivant d'espèce chevaline, bovine, ovine ou porcine et le lapin domestique vivant;

« vente
aux en-
chères »;

b) « vente aux enchères »: la vente d'un animal aux enchères publiques et toute autre méthode équivalente de vente déterminée par règlement;

« établis-
sement »;

c) « établissement »: un établissement servant à la vente aux enchères d'animaux à l'exception d'un parc à bestiaux régi par la Loi sur les animaux de ferme et leurs produits (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre L-8);

« société
d'agricul-
ture »;

d) « société d'agriculture »: une société d'agriculture régie par la Loi des sociétés d'agriculture (chap. 112);

« société
coopéra-
tive agri-
cole »;

e) « société coopérative agricole »: une société coopérative agricole régie par la

CHAPTER 26

An Act to amend the Animal Health
Protection Act

[Assented to 29th June 1973]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Animal Health Protection Act R.S., c. 126, ss. 30-55, amended by inserting after section 29, the following division and sections:

"DIVISION IV

"AUCTION OF LIVESTOCK

« **30.** In this division and the regula- Interpretation:
tions, unless the context requires a different meaning, the following words and expressions mean:

(a) "animal": livestock of the equine, "animal";
bovine, ovine or porcine species and live domestic rabbits;

(b) "auction": the sale of an animal by "auc-
public auction and any other equivalent tion";
method of sale determined by regulation;

(c) "establishment": an establishment "estab-
for the auction of animals, except a lish-
stockyard governed by the Livestock and ment";
Livestock Products Act (Revised Statutes of Canada, 1970, chapter L-8);

(d) "agricultural society": an agricul- "agricul-
tural society governed by the Agricultural tural
Societies Act (Chap. 112); society";

(e) "cooperative agricultural associa- "coopera-
tion": a cooperative agricultural associa- tive agri-
cultural associa- cultural associa-
tion";

Loi des sociétés coopératives agricoles (chap. 124);

« syndicat d'élevage »;

f) « syndicat d'élevage »: un syndicat d'élevage régi par la Loi des syndicats d'élevage (chap. 115);

« permis »;

g) « permis »: un permis délivré en vertu de la présente section;

« règlement »;

h) « règlement »: tout règlement adopté en vertu de la présente section par le lieutenant-gouverneur en conseil;

« ministre ».

i) « ministre »: le ministre de l'agriculture.

Permis requis.

« 31. Nul ne peut exploiter un établissement s'il ne détient un permis délivré à cette fin par le ministre.

Demande.

« 32. Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre dans la forme prescrite par règlement et accompagnée des documents prévus par règlement.

Délivrance.

Le ministre délivre le permis si le requérant remplit les conditions prescrites par les règlements et verse les droits qui y sont déterminés.

Expiration.

« 33. Tout permis expire le 31 décembre suivant son émission; il peut être renouvelé aux conditions prescrites par règlement.

Droits non transférables.

« 34. Les droits que confère un permis ne peuvent être valablement transportés à une autre personne.

Affichage.

« 35. Tout permis doit être affiché dans l'établissement à un endroit où il peut être facilement examiné par le public.

Suspension ou annulation.

« 36. Le ministre peut suspendre ou annuler le permis de toute personne qui refuse ou néglige de se soumettre aux prescriptions de la présente section ou des règlements après en avoir été requise, par écrit, par le ministre ou un inspecteur, ou qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements.

Avis de la décision du ministre.

« 37. Le ministre informe de sa décision, par écrit, la personne à qui il refuse de délivrer ou de renouveler un permis ou dont il annule le permis.

tion governed by the Cooperative Agricultural Associations Act (Chap. 124);

(f) "stock-breeding syndicate": a stock-breeding syndicate governed by the Stock-breeding Syndicates Act (Chap. 115);

(g) "permit": a permit issued under this division;

(h) "regulation": any regulation made under this division by the Lieutenant-Governor in Council;

(i) "Minister": the Minister of Agriculture.

« 31. No person may operate an establishment unless he holds a permit issued for such purpose by the Minister.

« 32. Every person requesting a permit shall send an application to the Minister in the form and with the documents prescribed by regulation.

The Minister shall issue the permit if the applicant fulfils the conditions prescribed by the regulations and pays the fees determined therein.

« 33. Every permit expires on the 31st of December following its issue; it may be renewed on the conditions prescribed by regulation.

« 34. The rights conferred by a permit cannot be validly transferred to another person.

« 35. Every permit must be posted in the establishment at a place where it may be easily examined by the public.

« 36. The Minister may suspend or cancel the permit of any person who refuses or neglects to comply with this division or the regulations after having been required to do so, in writing, by the Minister or an inspector, or who has been found guilty of an offence under this act or the regulations.

« 37. The Minister shall, in writing, inform of his decision the person to whom he refuses to issue or renew a permit or whose permit he cancels.

Vente,
etc., inter-
dite sauf
aux en-
chères.

« 38. Il est interdit d'offrir en vente ou de vendre un animal dans un établissement autrement qu'au moyen de la vente aux enchères.

"38. It is forbidden to offer for sale or to sell an animal in an establishment otherwise than by auction.

Sale, etc.,
forbidden
except by
auction.

Idem.

« 39. Il est interdit de transporter, de recevoir ou de garder pour fins de vente, d'offrir en vente ou de vendre, dans un établissement, autre chose qu'un animal qui fait ou doit faire l'objet d'une vente aux enchères.

"39. It is forbidden to deliver to or accept or keep at an establishment, for the purposes of sale, or to offer for sale or sell there, anything but an animal being auctioned or intended for auction.

Idem.

Vente
dans
autres
endroits
interdite.

« 40. Il est interdit d'amener, de faire amener, de recevoir ou garder pour fins de vente aux enchères ou de vendre aux enchères un animal dans un endroit autre qu'un établissement exploité par une personne qui détient un permis.

"40. It is forbidden to bring an animal or cause it to be brought to or accept or keep it for auction or auction it at any place except an establishment operated by a permit holder.

Author-
ized
establish-
ments.

Tenue
de livres,
etc.

« 41. Toute personne qui détient un permis doit tenir les livres, registres et comptes prescrits par règlement.

"41. Every person holding a permit must keep the books, registers and accounts prescribed by regulation.

Keeping
books,
etc.

Compte
en fidéi-
commis.

« 42. L'exploitant d'un établissement qui reçoit des fonds pour le compte d'autrui à la suite d'une vente aux enchères, doit déposer ces fonds dans un compte spécial en fidéicommiss et se conformer aux conditions prescrites par règlement pour le dépôt et le retrait de ces fonds.

"42. The operator of an establishment receiving funds on behalf of others following an auction must deposit such funds in a special trust account and comply with the conditions prescribed by regulation for the deposit and withdrawal of such funds.

Deposit
in trust
account.

Risques
assumés.

« 43. L'exploitant d'un établissement doit assurer, dans la mesure déterminée par règlement, contre les risques déterminés par règlement, les animaux qu'il garde dans son établissement.

"43. The operator of an establishment must insure the animals which he keeps in his establishment against the risks determined by regulation to the extent determined by regulation.

Insuring
animals.

Coûts
d'inspec-
tion.

« 44. L'exploitant d'un établissement doit rembourser au gouvernement les coûts d'inspection encourus en dehors des heures déterminées par règlement.

"44. The operator of an establishment must reimburse the government for inspection costs incurred outside the hours determined by regulation.

Inspection costs.

Réglementa-
tion.

« 45. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

- a) déterminer les qualités requises d'une personne qui demande un permis ou son renouvellement, les conditions qu'elle doit remplir, les renseignements qu'elle doit fournir et les droits qu'elle doit verser;
- b) déterminer les conditions d'exploitation d'un établissement;
- c) régir l'organisation, la tenue et le fonctionnement de tout établissement;

"45. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

- (a) determine the qualifications required of a person applying for a permit or its renewal, the conditions he must fulfil, the information he must give and the fees he must pay;
- (b) determine the conditions for operation of an establishment;
- (c) regulate the organization, keeping and operation of any establishment;

Regula-
tions.

d) déterminer les catégories d'animaux qui ne peuvent être admis dans un établissement;

e) prohiber la vente d'un animal invalide, incurable ou atteint d'une maladie contagieuse et déterminer le mode et les conditions pour en disposer;

f) définir toute méthode de vente visée au paragraphe b de l'article 30 équivalente à la vente aux enchères et déterminer les cas où elle peut être utilisée et les formalités à observer;

g) déterminer les rapports que doit fournir un détenteur de permis, ainsi que leur forme et leur teneur;

h) déterminer les formalités relatives à la tenue d'un compte en fidéicommiss en vertu de l'article 42 et établir les conditions du dépôt et du retrait des fonds déposés dans ce compte;

i) déterminer les livres, registres et comptes que doit tenir un détenteur de permis et la période durant laquelle ce détenteur doit conserver ces registres, comptes et dossiers et autres documents pertinents;

j) obliger l'exploitant d'un établissement à fournir une preuve de solvabilité ou une garantie du paiement des sommes dues au propriétaire d'un animal, déterminer la forme d'une telle preuve ou garantie, et le montant, la durée et les conditions de cette garantie;

k) établir la nature des risques qui doivent faire l'objet d'une assurance en vertu de l'article 43 et le montant d'une telle assurance;

l) fixer les heures en dehors desquelles les coûts d'inspection doivent être remboursés au gouvernement par l'exploitant d'un établissement et déterminer les modalités de ce remboursement;

m) prescrire les formalités que doit remplir une personne autorisée à agir à titre d'inspecteur pour opérer un prélèvement, une saisie ou confiscation et recueillir des informations;

n) outre les cas visés à l'article 54, soustraire certaines ventes aux enchères à l'application de la présente section.

(d) determine the categories of animals which may not enter an establishment;

(e) prohibit the sale of any infirm or incurable animal or animal infected by a contagious disease and determine the manner and conditions of disposing thereof;

(f) define any method of sale contemplated in paragraph b of section 30 equivalent to an auction and determine the cases where it may be used and the formalities to be observed;

(g) determine the reports which a permit holder must furnish and their form and content;

(h) determine the formalities respecting the keeping of a trust account under section 42 and establish the conditions for deposit and withdrawal of funds deposited in such account;

(i) determine what books, registers and accounts a permit holder must keep and the time for which he must keep these and other relevant documents;

(j) compel the operator of an establishment to furnish proof of solvency or security for payment of amounts due to the owner of an animal, determine the form of such proof or security, and the amount, term and conditions of such security;

(k) establish the nature of the risks which must be insured under section 43 and the amount of such insurance;

(l) fix the hours outside which inspection costs must be reimbursed to the government by the operator of an establishment and determine the terms and conditions of such reimbursement;

(m) prescribe the formalities to be observed by a person authorized to act as inspector to effect a levy, seizure or confiscation and to collect information;

(n) in addition to the cases contemplated in section 54, withdraw certain auctions from the application of this division.

Entrée en vigueur. Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette*

Such regulations shall come into force on the date of their publication in the *Gazette*

officielle du Québec ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Québec Official Gazette or on any later date fixed therein.

Pouvoirs
des ins-
pecteurs.

« 46. Une personne autorisée par le ministre à agir à titre d'inspecteur pour les fins de la présente section peut, dans l'exercice de ses fonctions,

a) pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu ou bâtiment où il lui paraît qu'une infraction à la présente loi ou à un règlement a été commise ou dans un établissement et procéder à une inspection de cet établissement, ce lieu ou ce bâtiment et faire l'examen des animaux qui s'y trouvent;

b) examiner les livres, registres et documents qui se rapportent ou peuvent se rapporter à la vente d'animaux et en prendre des extraits;

c) arrêter en cours de route toute expédition d'animaux qu'elle croit destinés à la vente;

d) saisir et confisquer tout animal qui ne satisfait pas aux exigences de la loi et des règlements de même que les matières et objets ayant servi à commettre l'infraction et en disposer selon que le prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil, sauf à remettre le produit de la vente au cas où la confiscation ne serait pas prononcée par le tribunal.

Collabo-
ration de
l'exploit-
tant.

L'exploitant ou la personne en charge de l'établissement, du lieu ou du véhicule est tenu d'aider l'inspecteur dans son enquête et de mettre à sa disposition tous les livres, factures et autres documents qu'il désire examiner.

Manoeuvres
inter-
dites.

« 47. Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions d'une personne autorisée à agir à titre d'inspecteur, de la tromper par des fausses déclarations ou de refuser de lui fournir un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu de la présente section.

Certifi-
cat.

Une personne autorisée doit, si elle en est requise, exhiber un certificat signé par le ministre attestant sa qualité d'inspecteur.

Rapport
tenant
lieu de
témoi-
gnage.

« 48. Dans toute poursuite intentée pour violation de la présente section ou d'un règlement, le juge peut accepter, pour tenir lieu du témoignage d'une personne autorisée à agir à titre d'inspecteur qui a constaté l'infraction, un rapport fait sous

« 46. A person authorized by the Minister to act as inspector for the purposes of this division may, in the performance of his duties,

Powers
of inspec-
tors.

(a) enter at any reasonable time a place or building where he believes an offence under this act or a regulation has been committed, or an establishment, and inspect such establishment, place or building and examine the animals found therein;

(b) examine the books, registers and documents that relate or may relate to the sale of animals and take extracts therefrom;

(c) stop in transit any shipment of animals which he believes are intended for sale;

(d) seize and confiscate any animal not meeting the requirements of this act and the regulations and the material and objects used in committing the offence and dispose thereof as prescribed by the Lieutenant-Governor in Council, subject to remitting the proceeds of the sale if confiscation is not ordered by the court.

The operator or the person in charge of the establishment, place or vehicle shall assist the inspector in his investigation and put at his disposal all the books, invoices and other documents he wishes to examine.

Assistance
to inspec-
tor.

« 47. It is forbidden to hinder in any manner in the discharge of his duties a person authorized to act as inspector, to deceive him by false statements or to refuse to give him information which he is entitled to obtain under this division.

Hindering
forbidden.

An authorized person shall, if so required, show a certificate signed by the Minister attesting his authority as such.

Certifi-
cate.

« 48. In any proceedings instituted for a contravention under this division or a regulation, the judge may accept in place of the testimony of a person authorized to act as inspector who has ascertained the offence, a report made over his signature

Report
in lieu of
testi-
mony.

sa signature suivant un modèle approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, un prévenu peut requérir la présence d'une telle personne à l'audition mais le juge, s'il trouve le prévenu coupable, peut le condamner à des frais additionnels dont il fixe le montant, s'il est d'avis que la simple production du rapport eût été suffisante.

in accordance with a model approved by the Lieutenant-Governor in Council. However, an accused may require the attendance of such a person at the hearing but the judge, if he finds the accused guilty, may condemn him to and fix the amount of additional costs if he believes that the mere filing of the report would have been sufficient.

Responsabilité de l'exploitant ou du transporteur.

« 49. Dans une poursuite intentée en vertu de la présente section, l'exploitant d'un établissement où l'infraction a été commise ou le transporteur dont le véhicule est utilisé pour commettre l'infraction sont passibles des peines imposées pour une infraction à la présente section, même si cette infraction a été commise par une autre personne et même si on ne peut prouver que cette dernière agissait sous la direction de cet exploitant ou de ce transporteur.

« 49. In any proceeding instituted under this division, the operator of an establishment where the offence has been committed or the carrier whose vehicle was used for committing the offence is liable to the penalties imposed for an offence under this division, even if it has been committed by another person and even if it cannot be proved that such person was acting under the direction of such operator or carrier.

Liability of operator or carrier.

Preuve de commission d'infraction.

La preuve que l'infraction a été commise par une personne qui est à l'emploi de cet exploitant ou de ce transporteur est une preuve concluante que l'infraction a eu lieu avec l'autorisation et sous la direction de l'exploitant ou du transporteur, selon le cas.

Proof that the offence was committed by a person in the employ of such operator or carrier is conclusive evidence that the offence was committed with the authorization and under the direction of the operator or carrier, as the case may be.

Proof of commission of offence.

Immunité.

« 50. Le ministre, ses fonctionnaires et employés ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice des fonctions qui leur sont conférées par la présente section.

« 50. The Minister, and his officers and employees may not be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the performance of the duties conferred on them by this division.

Immunity.

Infraction et peine: personnes.

« 51. Toute personne qui exploite un établissement sans permis commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de \$100 à \$1,000 pour une première infraction et d'une amende de \$200 à \$2,000 pour toute récidive dans les deux ans.

« 51. Every person who operates an establishment without a permit commits an offence and is liable, in addition to payment of the costs, to a fine of \$100 to \$1,000 for the first offence and to a fine of \$200 to \$2,000 for each subsequent offence within two years.

Offence and penalty: persons.

Infraction et peine: corporations.

Dans les cas où une infraction visée au présent article est commise par une corporation, celle-ci est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de \$200 à \$2,000 pour une première infraction et d'une amende de \$500 à \$5,000 pour toute récidive dans les deux ans.

In the cases where an offence contemplated in this section is committed by a corporation, it is liable, in addition to payment of the costs, to a fine of \$200 to \$2,000 for the first offence and to a fine of \$500 to \$5,000 for each subsequent offence within two years.

Offence and penalty:

Infraction et peine.

« 52. Quiconque contrevient à la présente section ou à un règlement autrement qu'en exploitant sans permis un établisse-

« 52. Whoever contravenes this division or a regulation otherwise than in operating an establishment without a

Offence and penalty.

ment commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de \$50 à \$500 pour une première infraction et d'une amende de \$100 à \$2,000 pour toute récidive dans les deux ans.

permit is guilty of an offence and is liable, in addition to payment of the costs, to a fine of \$50 to \$500 for the first offence and to a fine of \$100 to \$2,000 for each subsequent offence within two years.

Poursuites.

« 53. Les poursuites en vertu de la présente section sont intentées en vertu de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) et la deuxième partie de ladite loi s'applique à ces poursuites.

« 53. Proceedings under this division are taken under the Summary Convictions Act (Chap. 35) and Part II of that act applies to such proceedings. Proceedings.

Ventes exclues de l'application de la section.

« 54. La présente section ne s'applique pas:

« 54. This division does not apply:

Application of division.

- a) à une vente en justice;
- b) à la vente faite par une société d'agriculture, au cours d'une exposition agricole, d'un animal qui y est exposé;
- c) à la vente faite directement par une société coopérative agricole ou un syndicat d'élevage, d'un animal qui lui appartient;
- d) à la vente faite par un agriculteur, sur sa ferme, d'un animal né sur sa ferme ou qui y a été engraisé depuis au moins trente jours et qui lui appartient.

- (a) to a judicial sale;
- (b) to a sale made by an agricultural society, at an agricultural exhibition, of an animal exhibited there;
- (c) to a sale made directly by a cooperative agricultural association or stock-breeding syndicate, of an animal owned by it;
- (d) to a sale made by a farmer, on his farm, of an animal born on his farm or fattened there for at least thirty days and owned by him.

Comité consultatif.

« 55. Le ministre peut constituer, pour l'aviser sur l'application de la présente section, un comité consultatif formé d'au plus cinq personnes possédant une compétence particulière relative aux objets de la présente section.

« 55. The Minister may establish, to advise him on the application of this division, an advisory committee formed of not more than five persons having special competence in the subject matter of this division. Advisory committee.

Indemnisation des membres.

Les membres de ce comité ne reçoivent aucun traitement; ils sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux réunions et reçoivent, le cas échéant, une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

The members of such committee shall receive no salary; they shall be indemnified for their expenses in attending meetings and receive, if need be, an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council. Expenses of members.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 31 de la Loi de la protection sanitaire des animaux édicté par l'article 1 de la présente loi, lequel entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

2. This act shall come into force on the day of its sanction, except section 31 of the Animal Health Protection Act enacted by section 1 of this act, which shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming into force.